 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Miribel (01)
SIRET/SIREN
210 102 497 00018
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
8 Rue de l'Hôtel de Ville 01700 MIRIBEL 04 78 55 84 00 mairie@miribel.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
GAITET Jean-Pierre – Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
LUCAS Sylvain – Directeur des Services Techniques
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

8 rue de l'Hôtel de Ville
01700 MIRIBEL
04 78 55 84 13
slucas@miribel.fr

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

PLU de Miribel

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

Dernière révision approuvée en date du 03 juillet 2007

www.miribel.fr

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Commune de Miribel

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

Partie de la zone UA, hors secteurs couverts par le PPRN (cf. plan annexé).

3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

SRADDET AURA entré en vigueur le 10/04/2020

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

SCOT BUCOPA – révision approuvée le 02/05/2017

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

PPRN approuvé en date du 13 juillet 2006

PVAP approuvé le 28 février 2020

PCAET approuvé en date du 30 mars 2021

PLH approuvé le 21 septembre 2021

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
<p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale</p> <p>Une révision du PLU a été élaborée en 2019, qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale (dossier 2019 ARA AUPP 00789).</p> <p>Par absence d'avis en date du 18/10/2019, celle-ci était réputée approuvée.</p> <p>Cependant, cette révision de PLU n'ayant pas été approuvée, le PLU en vigueur n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p> <p>La mise en place d'un PVAP a été soumise également à examen au cas par cas.</p> <p>Par décision du 21/03/2019 (2019 ARA KKPP 1291), cette démarche a été exemptée d'évaluation environnementale.</p>
<p>Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
<p>Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la date de l'actualisation</p> <p>Bien que rattachée à une procédure non approuvée, l'évaluation environnementale produite dans le cadre de la révision de 2019 a servi de base à l'analyse des impacts sur l'environnement de diverses procédures d'évolution du PLU en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modification de droit commun n°5 (décision du 29 septembre 2021 / 2021-ARA-2351 : exemption d'évaluation environnementale) ; • Déclaration de projet Reveyron (décision du 31 mars 2022 / 2022-ARA-KKU-2548 : exemption d'évaluation environnementale) ; • Déclaration de projet Doortal (décision du 31 mars 2022 / 2022-ARA-KKU-2549 : exemption d'évaluation environnementale) ; • Déclaration de projet sur l'ancien site Philips, tranche 1 (décision du 22 août 2022 / 2022-ARA-KKU-2726 : exemption d'évaluation environnementale) ; • Déclaration de projet sur l'ancien site Philips, tranche 2 (dossier 2023-ARA-AC-03274 déposé le 12 décembre 2023, décision en attente).
<p>Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle</p> <p>Sans objet à ce jour, les décisions rendues n'ayant pas prescrit d'évaluation environnementale.</p> <p>Les sites concernés par les évolutions du PLU (déclaration de projet ou modification) sont des sites anthropisés, à l'instar du périmètre concerné par l'actuelle demande d'examen.</p> <p>Une évaluation environnementale est par ailleurs établie dans le cadre de la révision en cours qui permettra de disposer d'un document mis à jour.</p>
<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p>

<input type="checkbox"/> Non
Au droit des sites précités comme indiqué sur plan annexé.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<ul style="list-style-type: none"> • Modification n°5 du PLU approuvée en date du 30/06/2022. • Déclarations de projet Doortal et Reveyron, portant sur la mise en compatibilité de secteurs dédiés à l'activité économique, approuvées en date du 15/12/2022. • Déclaration de projet en vue d'un changement de destination au droit d'une friche industrielle (site Philips) approuvée en date du 21/03/2023.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée, article L153-45 du Code de l'Urbanisme
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
10 202 habitants (INSEE 2020)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	2 441 ha mesurés en 2020 (dans le cadre de la révision non approuvée)			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	375,70 ha	15,40%	Inchangé	Inchangé
zones 1 AU	2,68 ha	0,11%	Inchangé	Inchangé
zones 2 AU	1,94 ha	0,08%	Inchangé	Inchangé
zones A	1 376,00 ha	56,37%	Inchangé	Inchangé
zones N	684,77 ha	28,05%	Inchangé	Inchangé
Total	2 441,09 ha	100,00%	Inchangé	Inchangé
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
Le PADD datant de 2007 ne comporte pas d'objectifs de modération des consommations foncières.				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
La modification simplifiée a pour objectifs :				
<ul style="list-style-type: none"> • De corriger des erreurs matérielles dans l'attente de l'approbation de la révision du 				

<p>PLU (envisagée pour 2025/2026). Le règlement mentionne encore des SHON et a conservé les articles 14 (COS) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • De faciliter la requalification des bâtis anciens du centre-ville (zone UA, pour sa partie non concernée par le PPRN) en portant le CES de 0,5 à 0,6 ; • D'imposer la réalisation de stationnements en sous-sol au droit de ce secteur afin de libérer les cœurs d'îlot et de les végétaliser.
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>21,9 ha sont concernés par la démarche. Cette surface est d'ores et déjà classée en zone U.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par

la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par plusieurs sites Natura 2000, dont le plus vaste et le plus proche du secteur est le site FR8201785 (pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage), situé de l'autre côté du Rhône.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site inscrit du marais des Echets (248SI01, 249SI01, 424SI01), à l'extrême nord de la commune.

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRN approuvé en 2006
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SPR approuvé en 2020 avec lequel la modification simplifiée est compatible puisqu'il s'agit de faciliter la requalification de certains bâtis e de retrouver les cœurs d'îlots prescrits.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En l'absence de périmètre délimité de protection des abords, les rayons de 500m autour des monuments historiques sont applicables en prolongement du SPR.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	8 zones humides sont identifiées sur la commune, la plus proche du site étant le canal de Miribel, 011ZH0251 (cf. Natura 2000 et ZNIEFF)
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trame bleue : le canal de Miribel (cf. Natura 2000 et ZNIEFF)
Une ZNIEFF (préciser type I ou II)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une ZNIEFF de type I (bassin de

prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement			Miribel-Jonage, n°69130005) est située en limite du centre-ville (comprenant le Rhône et sa rive gauche), et une autre correspond au marais des Echets (n°01090001). La commune est également concernée par plusieurs ZNIEFF de type II, dont 2 sont proches du périmètre : l'une correspond à la ZNIEFF type 1 voisine, un peu élargie, l'autre couvre la côtière).
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'île de Miribel-Jonage
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Divers espaces boisés classés sont présents sur la commune (cf. plan de zonage du PLU)
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Hormis les corrections d'erreurs matérielles qui concernent toute la commune, le périmètre n'est pas concerné par le PPRN

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone Natura 2000 n°FR8201785 qui couvre le canal du Rhône, à environ 60m au point le plus proche.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituées en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le périmètre recouvre partie du SPR
D'un abord des monuments historiques prévus aux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur objet de la procédure est en grande majorité inclus dans le

articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine			SPR, et localement concerné par le périmètre 1906272466 (monument associé : calvaire-fontaine situé place H. Grobon, n°IS8BMS).
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Canal de Miribel, 01IZH0251 (cf. Natura 2000 et ZNIEFF)
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le périmètre est proche de : <ul style="list-style-type: none"> • Trame bleue : le canal de Miribel • Trame verte (réservoir) : l'île de Miribel-Jonage (cf. Natura 2000 et ZNIEFF)
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le périmètre est proche de : <ul style="list-style-type: none"> • 1 ZNIEFF de type I (bassin de Miribel-Jonage, n°69130005) ; • 2 ZNIEFF de type II, l'une correspond à la ZNIEFF type I voisine, un peu élargie, l'autre couvre la côteière).
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'île de Miribel-Jonage est relativement proche, de l'autre côté du Rhône.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un EBC est adjacent au périmètre en sa partie sud-est (cf. plan de zonage).
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plusieurs jardins sont portés au plan de zonage, au sein du périmètre comme à ses abords proches.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

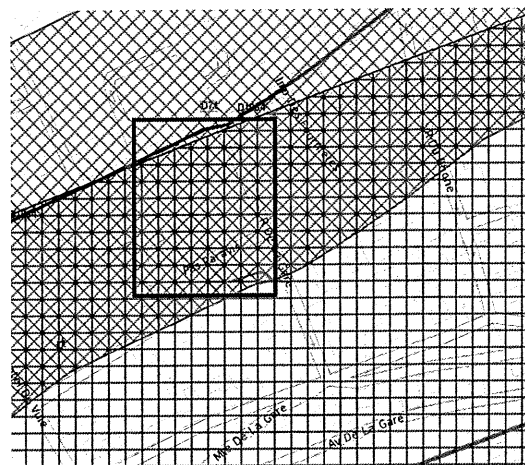
- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, précisez :

Une démolition-reconstruction est prévue sur site. Les nouveaux bâtiments seront à usage d'habitation et de commerces ou activités tertiaires (au même titre que les bâtiments existants).

Le périmètre est entièrement situé dans les zones de bruit résultant du classement de deux infrastructures de transport terrestre :

- La RD1084 / Grande Rue, infrastructure de transport routière de catégorie 3 ;
- La voie ferrée, infrastructure de transport ferroviaire de catégorie 2.



Extrait carte dynamique de classement des infrastructures de l'Ain (source DDT 01)

Le bâtiment à l'angle nord-est (agence bancaire en rez-de-chaussée et logements en étage) figure aux bases de données CASIAS et BASIAS (identifiants respectifs : SSP4039507 et RHA0101185), pour l'activité suivante : « Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) » exercée de 1930 à une date inconnue. La fiche BASIAS (annexée) est incomplète, mais précise qu'aucune action ou étude BASOL n'a été diligentée.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Porter à connaissance du public via le site interne de la commune, la mise à disposition du dossier en mairie conformément à l'article L 123-13-3 du code de l'urbanisme
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes**8.1 Annexes obligatoires**

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Fiches CASIAS et BASIAS (rubrique 5.4).
Les annexes 2 et 4 au sens de la rubrique 8.1 ci-dessus sont incluses dans le dossier fourni (annexe 1).

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Annexe II

Fait à	Miribel	le,	5 mars 2024
Nom	Gaitet	Prénom	Jean-Pierre
Qualité	Maire de Miribel		

Signature

